

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°526 – 23 février 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Bénin

Hausse des prix du carburant suite au **lancement d'une campagne de lutte** contre la contrebande

Le marché béninois du carburant est largement alimenté par le carburant "kpayo" importé par contrebande du Nigéria. [Les prix du "kpayo"](#) avaient déjà largement augmenté l'été dernier suite à la fin des subventions sur les carburants au Nigéria. Son prix vient d'être relevé une nouvelle fois *de facto* puisque le gouvernement béninois a lancé une campagne de lutte contre le trafic d'essence de contrebande à la frontière nigériane, bloquant les grossistes et réduisant drastiquement les quantités importées disponibles au Bénin. Aujourd'hui, le litre de "kpayo" s'achète 750 voire 850 FCFA (env. 1,30 EUR) ce qui représente une augmentation du prix de près d'un tiers en quelques jours.

Augmentation des prix des produits agricoles au 4^{ème} trimestre 2023

[Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie \(Instad\)](#), le prix des produits agricoles a augmenté de 1,2% au quatrième trimestre 2023 en glissement trimestriel (g.t.). Cette hausse est portée par les céréales dont le prix a augmenté de plus de 20% - notamment du mil (plus de 58% en g.t.) et du sorgho blanc (plus de 26% en g.t.). Les prix de racines et tubercules et des produits maraichers ont quant à eux connu respectivement une baisse de 9% et 7% sur le trimestre. Cette hausse trimestrielle aboutit toutefois à une baisse des prix en glissement annuel de 14,5%.

Le chiffre à retenir

1,3 Md USD

Le montant du programme au titre de la FRD qui devrait être **accordé à la Côte d'Ivoire par le FMI** pour lutter contre le changement climatique et renforcer sa résilience

Burkina Faso

Suspension des exportations d'or de production artisanale

A travers un [communiqué](#) du 20 février 2024, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières a annoncé la suspension des exportations d'or et autres substances précieuses de production artisanale et semi-mécanisée. Cette décision vise à assainir le secteur et à mieux organiser la commercialisation de ces produits. Durant la période de suspension, les acteurs miniers qui disposent de quantités à exporter pourront les vendre à la Société Nationale des Substances Précieuses (SONASP). En 2022, environ 0,5 tonne d'or de production artisanale ou semi-mécanisée avait été déclarée officiellement ; alors [qu'environ 10 tonnes seraient produites annuellement](#).



Cap-Vert

Le gouvernement lance le processus de privatisation de l'entreprise *Cabo Verde Handling*

Le 20 février, le gouvernement [a lancé](#) le processus de privatisation de *Cabo Verde Handling* (CV Handling), une société qui fournit une assistance au transport aérien dans les sept aéroports et aérodromes du Cap-Vert. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme de privatisation ou de mise en concession des principales entreprises publiques, qui a débuté en janvier 2024 ainsi que des réformes visant à attirer les investissements privés, à favoriser la croissance et la création d'emplois. Le processus de cessions des 61% de parts détenues par l'Etat, doit durer 6 mois et se déroulera en deux étapes : (i) par le biais d'une offre publique d'achat restreinte, dans laquelle un partenaire stratégique sera sélectionné pour acquérir jusqu'à 51% des parts et (ii) d'une offre publique de vente des 10% restant dont 5% destinés aux travailleurs et au moins 5% réservés à la diaspora cap-verdienne, par l'intermédiaire de la Bourse du Cap-Vert (BCV).

Côte d'Ivoire

Recherche minière : octroi de deux permis d'exploration aurifère à *West Africa Mineral Resources*

Le gouvernement ivoirien, réuni en [conseil des ministres](#) le 14 février, a adopté un décret portant sur l'attribution de deux permis de recherche d'or à la société *West Africa Mineral Resources* (WMR) dans le département d'Abengourou, à l'est de la Côte d'Ivoire. Ces autorisations, délivrées par le ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie en liaison avec le ministère des Finances et du Budget et le ministère de l'Environnement, du Développement durable et de la Transition écologique, sont valables pour une durée de

quatre ans. L'octroi de ces permis s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de s'affirmer comme acteur majeur de l'exploitation aurifère en Afrique de l'Ouest et sur le continent.

Accord au niveau des services pour un programme au titre de la FRD de 1,3 Md USD

Dans un [communiqué](#) publié le vendredi 16 février, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé un accord au niveau des services avec les autorités ivoiriennes sur un programme d'aide de 1,3 Md USD (1,2 Md EUR), soit 150% de la quote-part, destiné à soutenir des réformes portant sur la lutte contre le changement climatique. Cette annonce intervient à la suite d'une mission virtuelle du Fonds qui s'est tenue du 23 janvier au 14 février. Il s'agira du premier financement accordé au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), un mécanisme de prêt lancé en 2022 par le Fonds pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à relever les défis structurels à long terme tels que le dérèglement climatique. Il visera à soutenir la mise en œuvre de réformes par les autorités ivoiriennes entre 2024 et 2026 pour renforcer l'adaptation et l'atténuation, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du transport, des infrastructures et de la gestion des finances publiques.

Campagne de cajou 2024 : baisse du prix d'achat au producteur de 13%

Lors d'une [conférence](#) de presse consacrée à l'ouverture de la campagne 2024 de commercialisation de la noix de cajou, le 21 février, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières a fixé le prix plancher obligatoire du kilogramme de noix de cajou « bien séchée et bien triée et ne comportant aucune matière étrangère » à 275 FCFA (0,42 EUR) aux producteurs, contre 315 FCFA/kg l'année dernière. Selon le ministre, les projections de noix brutes de cajou sont bonnes pour la campagne à venir : elles sont estimées à 1,25 M



de tonnes contre 1,225 M de tonnes en 2023. Le niveau de transformation attendu devrait passer à 320 000 tonnes contre 265 863 tonnes en 2023, soit une hausse prévisionnelle de 20%.

Guinée

Aéroport International de Conakry : croissance du trafic de passagers de 17 % en 2023

L'Aéroport International Ahmed Sékou Touré a [accueilli](#) 742 123 passagers en 2023, soit une progression de 17% par rapport à 2022 (630 527) et un niveau significativement supérieur (de 29%) à celui observé avant la crise de la Covid-19. Les mouvements des aéronefs ont augmenté de 7 % par rapport à 2022 (10 880) et de 30% comparativement à la période pré-covid en 2019 (8 308). Cette augmentation peut notamment s'expliquer par : (i) la croissance économique du pays qui s'est accéléré en 2023 tirée par le secteur minier et du BTP tirant ainsi le trafic de passagers, notamment en provenance de l'Asie et de l'Europe et (ii) l'augmentation des capacités des compagnies aériennes en Guinée.

Libéria

La banque centrale maintient son taux directeur à 20%

Dans un [communiqué](#) publié le 9 février 2024, la Banque centrale du Libéria (CBL) a annoncé maintenir son taux directeur à 20%, en réponse à la modération des pressions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation a ralenti à 10,5% en glissement annuel (g.a) au 4^{ème} trimestre 2023, mais toutefois est projeté à 11,4% au 1^{er} trimestre 2024 (avec une marge de +/- 2%). En outre, le taux de croissance économique est estimé 4,6% en 2023 et devrait rebondir à 5,3% en 2024, grâce en grande partie à une bonne performance du secteur agricole. Par ailleurs, les réserves de change auraient chuté de 6,5% à

451 M USD au 4^{ème} trimestre 2023, soit une couverture de 1,7 mois d'importations.

HPX entame des négociations avec Guma Africa et les autorités nationales pour le développement du Liberty Corridor

La présidente et directrice générale de la société américaine *High Power Exploration* (HPX) a [annoncé](#) la signature d'une lettre d'intention avec le gouvernement libérien et le *Guma Africa Group Ltd.* en vue d'entamer des négociations pour détenir, concevoir, financer et exploiter le *Liberty Corridor* - un corridor d'infrastructures reliant la Guinée et le Libéria. Ce corridor comprendrait un système ferroviaire aux standards internationaux reliant la Guinée à un nouveau port en eau profonde à Didia, au Liberia, une extension du réseau hydroélectrique existant de la Côte d'Ivoire à des régions voisines du Liberia et de la Guinée, une modernisation des réseaux routiers existants et la mise en œuvre d'un câble de télécommunication à fibre optique reliant le Liberia au district de Nimba en Côte d'Ivoire et potentiellement au-delà. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme ARREST (Agriculture, Route, État de droit, Éducation, Assainissement et Tourisme) de la nouvelle administration Boakai, et vise, au-delà du secteur minier, le développement équilibré de secteurs variés.

Mauritanie

3^{ème} édition du forum d'affaires Mauritanie – Maroc à Nouakchott

Plus de 300 chefs d'entreprises marocains et mauritaniens ont participé à la 3^{ème} édition du forum d'affaires Mauritanie – Maroc, à l'initiative de l'union nationale du patronat mauritanien (UNPM). Les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté de près de 58% depuis 2020, représentant 300 MU SD en 2022 et faisant du Maroc le



[premier fournisseur africain de la Mauritanie.](#)

Les deux parties ont annoncé la création d'une *task force* visant à favoriser les démarches d'investissements et le commerce bilatéral. Ce forum intervient dans un contexte de crise pour les exportateurs marocains de fruits et légumes, après que les taxes douanières mauritaniennes sur certains produits frais ont augmenté de 171% début 2024. Les pertes découlant de cette hausse côté marocain sont estimées à 180 000 USD/jour. En volume, les exportations vers la Mauritanie de fruits et légumes marocains ont baissé de moitié comparées aux 900 tonnes par jour en 2023.

Niger

Inflation à +6,9 en g.a. en janvier 2024

Selon l'Institut national de la Statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 6,9% en glissement annuel (g.a.) en janvier 2024, après +7,2% le mois précédent. Ce niveau d'inflation s'explique principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+9,6% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+25,5% en g.a.). A noter toutefois que les prix de la catégorie "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" ont enregistré une baisse (-1,3% en g.a), tout comme ceux des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-0,9% en g.a) et des communications (-0,1% en g.a).

Sénégal

Signature d'un nouveau cadre de coopération pour le développement durable avec les Nations Unies

Le 15 février, le Sénégal et le Système des Nations Unies (NU) [ont signé](#) un nouveau Cadre de coopération pour le développement durable (2024-2028) d'un budget prévisionnel de 800 M USD. Ce cadre, aligné sur le Plan Sénégal Emergent et inscrit dans la perspective de

l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, vise à (i) accélérer la transformation structurelle de l'économie, (ii) développer le capital humain et la protection sociale et (iii) consolider la bonne gouvernance et la cohésion sociale. A travers l'implication de la vingtaine d'agences des NU présentes dans le pays, ce partenariat ambitieux d'apporter une réponse collective et innovante aux défis de développement du Sénégal, en lien avec la réforme du Système de développement des NU amorcée en 2019.

Projet de construction d'une usine d'engrais d'un montant de 1 Md USD

L'entreprise publique sénégalaise PETROSEN et le Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal émergent (BOS – PSE) [ont signé](#), le 19 février, un protocole d'accord et de convention portant sur l'évaluation de l'impact du projet de construction d'une usine de production d'engrais. Le projet dénommé SEFCO (*Senegal Fertilizer Compagy*) consiste au développement, à la construction et à l'exploitation d'une usine d'urée d'une capacité annuelle de 1,2 Mt dans le but de couvrir les besoins du pays (80 000 t/an) et de la sous-région. Cofinancé par l'Etat du Sénégal et des partenaires privés, le projet vise à sécuriser la production agricole et à renforcer la sécurité alimentaire du pays à travers la production d'urée, un engrais entièrement importé. Cette étude d'impact, faisant suite à l'étude de faisabilité réalisée en juin 2023, permettra de quantifier l'impact économique du projet à travers la valeur ajoutée et les emplois qu'il pourrait générer. Le début de l'exploitation de l'usine, grâce au gaz extrait au Sénégal, est prévue entre 2028 et 2029.

Le fret aérien et le transport de passagers en hausse de 12% en g.a en 2023

D'après le [bulletin annuel de trafic aérien](#) pour l'année 2023 de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM), les activités du transport aérien de l'aéroport



international Blaise Diagne ont continué de croître en 2023, retrouvant leur niveau de 2019. Le trafic de passagers est passé de 2 629 347 passagers en 2022 à 2 942 595 en 2023 (+12%) tandis que la quantité de fret traité durant l'année 2023 est évaluée à 38 624 tonnes contre 34 512 tonnes en 2022, soit en hausse de 12% en g.a et de 6% par rapport à 2019. S'agissant des compagnies aériennes, les activités des compagnies de droit national (Air Sénégal, Transair et Arc en Ciel) sont restées dynamiques avec 26% des parts de marché sur le trafic de passagers, dont 24% pour Air Sénégal qui traite la totalité du fret des compagnies nationales et 13% du trafic fret total exploité au niveau de l'aéroport. Globalement, plus de la moitié du trafic passagers (54%) est assurée par les transporteurs aériens africains tandis que les compagnies non africaines traitent plus de 75% du trafic fret. Parmi les compagnies étrangères non africaines, Air France demeure la plus compétitive avec 9% de parts de marché du trafic des passagers et 21% du fret (-1%).

Sierra Leone

Inflation à +52,2% en g.a en décembre 2023

Selon *Statistics Sierra Leone*, le taux d'inflation s'est établi en décembre 2023 à 52,2% en glissement annuel (g.a.), après 54,2% le mois précédent. Ce niveau élevé d'inflation est porté principalement par la hausse des prix au niveau des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+57,2% en g.a.), des restaurants et

hôtels (+71,2% en g.a) ainsi que de la santé (+58,1% en g.a). Par région, le sud (57,6% en g.a) affiche le niveau d'inflation le plus élevé, tandis que le nord enregistre une inflation relativement moins importante (+47,9% en g.a).

Togo

Les exportations en hausse de 14,4 % en g.a. au 4^{ème} trimestre 2023

Au 4^{ème} trimestre 2023, les exportations du Togo ont atteint 391 M EUR (256,4 Mds FCFA), en hausse de 14,4 % en glissement annuel (g.a.). Ces statistiques confirment le dynamisme des activités de réexportation du port de Lomé vers les pays de l'hinterland puisque le pétrole était le premier produit exporté par le Togo pour un total de 105 M EUR (69 Mds FCFA), soit 27% des exportations trimestrielles. Viennent ensuite les phosphates (15,5%) et le soja (5,5). Sur la même période, les importations du Togo, principalement composées de pétrole et de véhicule, se sont élevées à 683 M EUR (448 Mds FCFA), en baisse de 7% en g.a. Au 4^{ème} trimestre 2023, la balance commerciale du pays reste donc déficitaire de près de 305 M EUR (200 Mds FCFA). On observe toutefois une baisse significative du déficit commercial de 25,5 points de pourcentage en g.a.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)